

Association des copropriétaires de la résidence
Monnet II (BCE : 0850.132.645) sise Parc Jean
Monnet 3000 – 4000 – 5000 à 1082 Bruxelles

BUREAU

IMMOBILIER

S.P.R.L.

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE (2eme séance) DU 8 septembre 2020.

Les propriétaires de l'Association des Copropriétaires de la Résidence Monnet II
(Numéro d'entreprise 0850.132.645) se sont réunis en assemblée générale ordinaire en la salle Vita
de la Basilique de Koekelberg à 1081 Bruxelles.
Les convocations ont été adressées par le syndic suivant la lettre du 19/08/2020.

1. Validité de la convocation – vérification des procurations – détermination du quorum – validité de l'assemblée.

M. Legrand souhaite la bienvenue à l'assemblée et remercie les propriétaires de leurs présences. La
séance est ouverte à 18h45.

La liste des présences et procurations est déposée sur le bureau et sera annexée au livre des procès-
verbaux. Les 41 propriétaires présents et/ou valablement représentés sur 150 propriétaires forment
2875 quotités sur 10.000.

L'assemblée générale est valablement constituée et habilitée à délibérer sur l'ordre du jour repris dans
la convocation. Les décisions doivent être prises conformément aux dispositions légales (art. 577-6, 7
et 8 du code civil) et aux stipulations de l'acte de base.

Les exposés et débats se feront principalement en français, mais toutes les personnes pourront
intervenir à tout moment dans leur langue usuelle FR/NL ; il leur sera répondu de la même façon.

2. Nomination du Président et du Secrétaire de l'assemblée (majorité absolue).

M. Kryszkiewicz propose sa candidature qui est acceptée par l'assemblée générale à l'unanimité.

Monsieur Legrand, gérant de la SPRL LAMBIMO, syndic assure le secrétariat.

3. Action en justice éventuelle concernant le procès-verbal de l'assemblée générale du 03/09/2019 en vertu de l'article 577-9§2 du Code Civil.

Ce procès-verbal n'a fait l'objet d'aucune contestation dans le délai légal suspensif de 4 mois devant la
juridiction compétente.

4. Rapport du conseil de copropriété et/ou du syndic.

Le syndic signale que le commissaire aux comptes a procédé au contrôle des comptes de l'exercice.
Mme Puffet déclare avoir eu accès à toutes les pièces demandées, constaté la concordance des pièces
et des écritures et avoir effectué son contrôle avant l'édition des décomptes trimestriels de charges.

Elle atteste que les comptes présentés sont conformes à la réalité. Son rapport a été envoyé avec la
convocation.

RPM BRUXELLES

T.V.A BE 0416.233.928

RCP: AXA Belgium SA

SYNDIC - GESTION D'APPARTEMENTS

Delta Lloyd: BE87 1325 0751 9094

IPI 500582

Police 1 730.390.160

Les décomptes individuels, balance des comptes généraux et relevé général des charges ont été envoyés aux copropriétaires par le syndic.

Les dépenses de l'exercice ont représenté 324.902 € contre 357.105 € pour l'exercice précédent.

A la clôture au 31/12/2019, les copropriétaires étaient créanciers de la copropriété pour 82.610 € (voir balance client clôturé au 31/12/2019).

Le Fonds de Réserve représentait 292.307 € dont 88.616 € concerne le paiement des travaux de placement des compteurs d'eau donc un disponible réel de 203.691 €, Le Fonds de Réserve « Garde corps » représentait 1457 € et le Fonds de roulement représentait 37.184 € au 31/12/2019.

L'encaisse bancaire du compte épargne représente 190.915 €.

5. Etats des procédures judiciaires en cours.

Dossiers des propriétaires où la copropriété est demanderesse : il s'agit des procédures engagées contre les propriétaires débiteurs. Durant l'exercice 2019, 11 dossiers sont suivis par l'avocat de la copropriété. Deux nouveaux dossiers ont été ouverts en 2019.

- Barba-popovici : Poursuite de la procédure engagée en 2018 et jugement favorable à la copropriété en 05/2019.
- Charani : clôture de la procédure par récupération de la dette.
- Vansteenbergh-Delval : Dossier de 2015. Le curateur désigné pour succession vacante a engagé une procédure de vente publique. Le notaire chargé de la vente publique est assez lent mais la copropriété devrait récupérer sa dette.
- Janssens : poursuite de la procédure. Apurement mensuel de la dette.
- Marsou : La procédure de mise en vente publique du bien réalisée en mars 2016 n'a pas permis la récupération de la dette vu le nombre impressionnant de créanciers privilégiés. La copropriété a obtenu un jugement en 2017 puisque le propriétaire est toujours domicilié à l'immeuble. Le syndic demande l'accord pour poursuite de la procédure à l'étranger qui vivrait en Espagne. Accord pour la poursuite de la procédure jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.
- Lisalili : nouvelle procédure de 02/2020.
- Mirza : poursuite de la procédure de vente publique.
- Ramzam. Nouvelle procédure de 2018 et vente publique introduite par la copropriété.
- Sene Fatou : apurement mensuel du propriétaire de la totalité de la dette.
- Sylla : Un médiateur de dette a été désigné mais celui-ci n'effectue plus aucun paiement.
- Van Zijl : nouvelle procédure de 2016. Un curateur à succession vacante a été désigné en mars 2018. Le curateur a entamé la procédure de vente.
- Vansteenbergh c/o Maître Billiet : peu de réaction du curateur. L'avocat a sollicité une réaction du tribunal de 1^{er} instance.

Le syndic rappelle la possibilité aux propriétaires de verser anticipativement à l'appel trimestriel tout montant en utilisant systématiquement la communication structurée reprise sur les factures.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale décide à l'unanimité de poursuivre les procédures actuellement en cours, de ratifier les actes posés. L'Assemblée Générale confirme à l'unanimité le mandat aux avocats et au syndic et si besoin était, les autoriser de procéder à tous actes utiles visant le recouvrement forcé des créances de la copropriété notamment via saisies et/ou procédures en vente forcée.

6. Liquidation des inventaires de l'exercice clôturé au 31 décembre 2019.

6.1 : Explication des postes du bilan.

Neant.

6.2 : Approbation des inventaires de l'exercice écoulé.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité les inventaires de l'exercice 2019 et leurs répartitions individuelles.

6.3 : Décharge au conseil de copropriété pour l'exercice écoulé.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale donne décharge à l'unanimité aux membres du conseil.

6.4 : décharge à donner au commissaire aux comptes.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale donne décharge à l'unanimité à Mme Puffet, commissaire aux comptes.

6.5 : Décharge au syndic pour l'exercice écoulé.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale donne décharge à l'unanimité au syndic pour les inventaires de l'exercice clôturé au 31 décembre 2019.

7. Elections statutaires (majorité absolue):

7.1 : Election du nouveau conseil de copropriété.

Le syndic rappelle la mission du conseil de copropriété définie par la loi.

Mme Vercueil et M.Kryszkiewicz présentent leurs candidatures.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale confirme à l'unanimité les candidatures individuelles des candidats.

Mme Drot continuera à faire le lien.

Le conseil peut être contacté à l'adresse mail suivante : aco.monnet2@outlook.be

7.2 : Nomination du commissaire aux comptes (professionnel ou propriétaire).

Mme Puffet demande la reconduction de son mandat de commissaire.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale approuve à l'unanimité la candidature de Mme Puffet.

7.3 : Prolongation du mandat de syndic.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale prolonge à l'unanimité le mandat du syndic jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Toutes ses prestations seront exécutées conformément à la loi et au code de déontologie.

Le syndic remercie l'assemblée générale pour sa confiance.

8. Travaux effectués et en cours : (situation du dossier de placement des compteurs d'eau par Ista et recours introduit contre Ista pour la poursuite des travaux et résolution des anomalies signalées par les propriétaires – désamiantage de la chaufferie – dossier abattage des peupliers périphériques à la chaufferie).

- Nettoyage & curage des égouts – deux fois par an.
- Entretien des extincteurs.
- Traitement contre les cafards (2 x Amsterdam et 1 x Strasbourg & Luxembourg).
- Ascenseurs : Contrôle A.I.B. – 2 x / an.
- Réparations à des décharges sanitaires + remplacements.
- Remplacement des portes d'entrées et lecteurs de badges.
- Placement des calorimètres et compteurs d'eau (non totalement exécutée).

- Désamiantage chaufferie.
- Dossier abattage : accord de la commune par architecte. Abattage prévu courant septembre.
- Remise en état conciergerie Luxembourg.

9. Travaux à prévoir au pavillon (majorité des 2/3):

9.1 : Rénovation privative des terrasses arrière et rénovation des parties commune.

L'architecte qui devait présenter le dossier est absent étant en quarentaine.

Le syndic rappelle que les terrasses sont **privatives** et doivent être entretenues par le propriétaire des lieux.

RAPPEL : LES REPARATIONS DES DEGRADATIONS AUX CIELS DE TERRASSES, SUITE A VOTRE NEGLIGENCE, SERONT A VOTRE CHARGE !

Justice de Paix d'Anderlecht – 2^{ème} canton, a condamné un copropriétaire de la résidence Luxembourg :

- a) A payer une indemnité de 32.000 Fr. + TVA au propriétaire de l'appartement situé en-dessous du sien.
- b) A prendre les mesures nécessaires pour étanchéiser sa terrasse en faisant effectuer les travaux par un spécialiste dans le mois de la date de signification du jugement.
- c) A payer une astreinte de 10.000 Fr. par 14 jours de retard dans l'exécution des travaux.

Ce jugement se fonde sur l'article 1384 du Code Civil.

Les devis établis sur base du cahier des charges représentent un investissement de 455.496 € hors TVA (devis de Rebeton) pour la rénovation des trois colonnes arrière et 161.510 € (Rebeton) pour une colonne, prix à majorer de 15 % pour les travaux annexes.

Le montant principal concerne exclusivement les propriétaires des appartements arrière soit +/- 6220 € par appartement. La majoration concerne la réparation des bétons.

La surveillance du chantier par l'architecte représente 2100 €/mensuel TVAC.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale accepte le principe de l'exécution à l'unanimité mais en demandant au préalable avant la réalisation d'un inventaire précis par appartement pour valider l'exécution ou non des travaux privatifs qui sera soumis à la prochaine assemblée générale.

9.2 : Travaux de rénovation de la façade arrière (fixation dalles de parement, réparation des bétons, peinture des châssis.

Les devis ont été mis en ligne sur le site internet de la résidence.

Le devis le plus intéressant de la société Vimar représente un montant total de 192.705 € hors TVA, hors fixation des dalles.

Pour l'Amsterdam, prix de 64.435 € hors TVA scellement des dalles pour 17.400 € hors TVA.
 Pour le Strasbourg, prix de 62.135 € hors TVA hors scellement des dalles pour 17.400 € hors TVA.
 Pour le Luxembourg, prix de 65.535 € hors TVA hors scellement des dalles pour 17.400 € hors TVA.

Le syndic rappelle que les travaux de réparation des bétons doivent être effectués après remplacement de l'étanchéité privative des terrasses par les propriétaires concernés.

Après délibérations et votes, l'assemblée reporte la proposition à l'unanimité.

9.3 : Remplacement des châssis des conciergeries.

Le devis de la société Abihome représente 7.250 € hors TVA pour la conciergerie de l'Amsterdam et 6.796 € hors TVA pour le Luxembourg.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale accepte la proposition à l'unanimité.

9.4 : Remplacement des groupes de traction des ascenseurs des résidences Amsterdam et Luxembourg.

Le prix pour les deux résidences représente un investissement de 13.995 € hors TVA par ascenseur.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale accepte la proposition à l'unanimité.

9.5 : Traitement contre les cafards.

Augmentation de la fréquence bi annuelle du traitement contre les cafards pour les résidences Luxembourg et Strasbourg.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale accepte la proposition à l'unanimité et rappelle l'obligation à tous les occupants de donner accès pour le traitement avec application d'une astreinte si l'accès n'est pas donné conformément au ROI.

9.6 : Travaux divers (ne peut faire l'objet de décisions importantes).

Néant.

10 : Travaux futurs éventuels à prévoir au pavillon (majorité des 2/3).

Il s'agit de proposition dont l'étude est éventuellement demandée en fonction de la nouvelle loi sur la copropriété.

10.1 : Travaux de rénovation des façades et peinture des châssis privatifs.

A prévoir dans le cadre des travaux d'entretien mais qui reste du domaine privatif pour les châssis.

10.2 : Réalisation d'un certificat PEB immeuble avant 2025.

Il s'agit d'une décision de la région bruxelloise afin de répondre aux nouvelles normes environnementales mais les textes légaux ne sont pas encore promulgués.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale confirme à l'unanimité la réalisation de l'audit.

10.3 : Rénovation et isolation de la toiture.

A prévoir dans le cadre des mesures environnementales.

10.4 : isolation des façades.

A prévoir dans le cadre des mesures environnementales.

11 : Travaux à prévoir au Parc (majorité des 2/3).

11.1: Situation des dossiers de placement d'une grille à l'entrée du sentier de Moranville.

Les votes de 2016 favorables à la proposition restant acquis pour le pavillon 2, il n'y a pas lieu de reconsidérer le sujet.

Il faudra toutefois tenir compte de l'indexation annuelle.

Le pavillon 1 a encore refusé le placement. Le pavillon III l'avait acceptée précédemment.

11.2 : Proposition de faire établir un cahier des charges par un architecte pour la rénovation du parking dont la réalisation s'effectuera par phases.

Le devis de l'architecte JCP architecte a été mis en ligne sur le site internet de la résidence + plan des trois phases projetées.

Le montant des honoraires pour le cahier des charges de la phase 1 représente 11.662 € TVAC.

Il est utopique d'envisager financièrement la rénovation de la totalité du parking.

Après délibérations, l'assemblée générale confirme la proposition acceptée en 2017.

Le pavillon 1 a accepté la proposition en 2018 et le pavillon 3 l'a rejetée en 2019.

11.3: Modernisation de la chaufferie :

a. placement d'une cogénération par Noven.

Le dossier a été mis en ligne.

Le syndic en expose les avantages afin de bénéficier de l'octroi des certificats verts par la région bruxelloise.

Le délégué de Noven expose le dossier qui concerne les trois pavillons.

Pour le Parc, les certificats représenteraient un avantage de 28.000 €/an (redevance payée annuellement par Noven) qui permettraient le remboursement du tiers investisseur du plan proposé par Engie (32.520 €/an) pour la modernisation de la chaufferie.

b. Modernisation et mise aux normes de la chaufferie.

La proposition établie par Engie propose le placement de 6 chaudières Ignis + mise aux normes pour un investissement total de 255.437 € hors TVA. Soit 271.000 € TVAC.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale (bulletin de vote n°8- voir résultats et dépouillement en annexe) confirme à la majorité qualifiée la réalisation des travaux sur base du devis.

c. Financement de la modernisation et mise aux normes de la chaufferie en acceptant le plan de financement en tiers investisseur proposé par Engie et utilisation de la redevance annuelle de Noven.

Le plan de remboursement en tiers investisseur proposé par Engie sollicite pour l'exécution du point b un remboursement annuel de 32.521 € pour le Parc.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale confirme à l'unanimité la réalisation des travaux sur base du devis

11.4 : Poursuite de l'élagage d'entretien des arbres du Parc.

Le syndic propose de poursuite l'élagage d'entretien annuel des arbres.

Après délibérations et votes, l'assemblée générale accepte à l'unanimité la proposition.

11.5 : Placement de barrières pour fermeture des accès du parc.

Le conseil inter pavillons a décidé de porter ce point à l'ordre du jour dans la mesure où il existe un nombre croissant de véhicules extérieurs présents sur le terrain privé.

Proposition acceptée. Le pavillon 3 l'a rejeté en 2019.

Les pavillons 1 et 2 ayant accepté l'étude, le prix pour le placement d'une barrière levante à chaque entrée voiture représenterait un investissement unitaire de 6.000 € hors TVA + prix pour tirer la ligne électrique.

Le pavillon pourrait utiliser les badges des accès à l'immeuble moyennant l'adaptation d'un émetteur pour +/- 2.000 € par entrée + frais de transfert des données vers les barrières.

Report à l'année prochaine.

12. Situation du dossier de l'engagement du jardinier.

La procédure d'engagement se poursuit mais aucune candidature intéressante n'est parvenue suite aux appels de candidatures.

13. Dispositions à prendre en matière de finances communes (majorité absolue).

13.1. Budget ordinaire

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité le budget ordinaire de 350.000,00€ présenté par le syndic sous réserve bien évidemment de l'augmentation ou de la diminution du coût énergétique, des frais engendrés par les créances éventuelles des propriétaires et des frais exceptionnels imprévus. Le syndic signale une augmentation significative du coût de l'énergie suite au futur plan national énergétique.

13.2 : Appel de provision trimestriel

Concerne les appels de fonds pour les 2^{ème}, 3^{ème} & 4^{ème} trimestres 2019 et du 1^{er} trimestre 2020.

Le syndic propose de maintenir la quotité à 9.00 €.

Répartition des prochains appels.

Pour les trois trimestres de 2020 -> Appels 9.00 €.

Pour le 1^{er} trimestre 2021 -> Appels 9.00 €.

Garages 20.00 € par trimestre (17 x).

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité les propositions.

Financement des travaux votés

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité le prélèvement des travaux votés précédemment sur le Fonds de Réserve.

13.3. Fixation du montant de l'appel pour le Fonds de Réserve (F.G.R).

Le syndic propose pour le Fonds de réserve, l'augmentation d'un appel de fonds de 1.5 € la quotité pour les trimestres restants en 2020, ainsi que pour le premier trimestre de 2021.

Après délibérations et votes (voir bulletin de vote n°1 – voir résultats et dépouillement en annexe), la proposition est acceptée à la majorité qualifiée.

Participation des garages à la dotation du fonds de réserve dans le respect de l'acte de base, soit 10.00 € par trimestre.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité les propositions.

Il est rappelé que le fonds de réserve ainsi constitué appartient à la copropriété et ne sera en aucun cas remboursé au copropriétaire vendeur en cas de vente d'un ou plusieurs lots. Ce fonds de réserve est destiné à financer des travaux futurs non encore décidés par l'Assemblée Générale.

Le syndic rappelle l'existence de la clause pénale votée par l'Assemblée Générale de 2008 :

« Toute somme due par un propriétaire à la copropriété, qui n'aura pas été réglée à l'échéance indiquée par le syndic dans sa demande de paiement, après l'envoi d'un rappel à la fin du premier mois du trimestre concerné et après une mise en demeure adressée par recommandée, à la fin du deuxième mois du trimestre, avec une échéance de quinze jours sera majorée d'une indemnité forfaitaire de dommage et intérêts de 15% avec un minimum de 125 € à titre de clause pénale.

Après deux trimestres d'appels impayés, le dossier sera automatiquement transmis pour récupération de la dette globale par voie de justice (principal + indemnité).

14. Rapport d'évaluation des contrats de fournitures.

Assurance : ethias au 09/2019.

Courtier : Meuwèse. Le syndic signale que le courtier lui verse 5 % de sa commission de courtier pour gestion des dossiers sinistres et présence aux expertises.

Ascenseur : Thyssen.

Organisme de contrôle Ascenseur : A.I.B. Vinçotte.

Electricité et gaz: Engie - Electrabel. Réduction de 9 % sur le prix du gaz et de 3 % sur le prix de l'Electricité en fonction du contrat signé avec Engie sur base des immeubles en portefeuille chez le syndic.

Chauffagiste : Engie- Cofely.

Extincteurs : Ansul.

Téléphone : Proximus.

Cafards : D.C.S.

Egouts - plombier: Van Campenhoudt.

15 Situation de l'adaptation des statuts par rapport à la loi sur la copropriété applicable au 01/01/2019. (majorité absolue)

L'adaptation a été mise en ligne sur le site internet. Adaptation sous sein privé.

16. Règlement d'ordre intérieur (majorité des 2/3).

16.1 : Modification de la section III, article 87 du Règlement d'ordre intérieur de chaque pavillon par intégration du point suivant : Le parking est autorisé exclusivement pour les véhicules de catégories M1 et interdit à tout véhicule des autres catégories.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité les propositions.

16.2 : Mise à jour de l'annexe n°5 du R.O.I .

Au 1^{er} novembre 2019 : L'index ABEX : 833 - Au 1^{er} mars 2019 la franchise 262 € par sinistre hors dégâts des eaux dont la franchise représente 2.504 €. Elle sera réduite de ½ à dater du 02/2021.

Le prix des plaquettes passera à 22 €.

Le syndic signale également l'ajout d'une charte de la vie privée qui est intégrée au statut de l'immeuble afin de respecter le cadre légal RGPD des données pour l'utilisation des caméras.

16.3 : Pénalité à appliquer si absence d'accès aux appartements.

Approbation à l'unanimité de l'application administrative.

16.4 : rappel de l'obligation de respect des articles du Règlement d'ordre intérieur.

De plus en plus d'incivilité et de non respect des articles du ROI sont constatés.

16.5 : Présence de volets.

Certains lots sont équipés de volet extérieur ou de screens extérieurs.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale approuve à l'unanimité la proposition de placement de volet de couleur blanche au rez de chaussée dont le modèle sera précisé dans le ROI et de screens aux étages (couleur du caisson blanche. La couleur RAL de la toile sera précisée à la prochaine AG).

17. Mise à l'ordre du jour à la demande d'un occupant ou d'un propriétaire.

- A la demande de Mme Malikiya : mise en place dans l'immeuble de mesures particulières de prévention, protection et de lutte contre l'incendie.

Point abordé en séance et reporté à la prochaine AG.

- A la demande de Mme Polloshka : location de type Airbnb quelques jours par an.

Après délibérations et votes, l'Assemblée Générale rejette à l'unanimité la proposition

- A la demande de M. Maertens : placement de screen aux fenêtres.

Point abordé au 16.5.

19. Divers (ne peut faire l'objet de décisions importantes).

Il est recommandé aux propriétaires bailleurs d'envoyer copie des décisions qui les concernent à leurs locataires.

RAPPEL : L'assemblée générale de 2011 a décidé à l'unanimité de fixer la période de la 2eme quinzaine de mars avec clôture des comptes de l'exercice au 31 décembre.

En vertu de l'article 577-6 §3 du Code Civil, les demandes d'inscrire des points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale annuelle doivent parvenir au syndic au plus tard pour le 9 février. A défaut, elles seront inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale suivante en vertu de l'article 577-6 §4 du Code Civil.

Le syndic rappelle que les décisions prises en séance seront exécutoires après un délai suspensif de 4 mois.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h30 après lecture des décisions prises en séance.

Toute remarque relative au présent procès-verbal doit être faite conformément à la loi (C.C.art 577-9 §1^{er}).

Président de séance



F. Legrand
Gérant

8 septembre 2020

Annexe 1

Immeuble : ACP MONNET II

Tableau récapitulatif des résultats des votes intervenus à l'assemblée générale du 08/09/2020

	Question	%	Oui	Non	Absent.		Vote
1	Vote 1	51,00%	1.980	530	0	78,88%	accepté
8	Vote 8	66,77%	2.245	195	0	92,01%	accepté

Prop	1	8
AKIF R. - RONDEUX M.		
BAUWENS FABRICE		
BREHM HELGA		
COHEN ALAIN c/o COHEN PROSPER		
COUCHANT MONIQUE		
DENIS ELISA	C	
DEVRIENDT D.		
DROT ANNE		
DUFRASNE G.- SAUSSEZ C.		
EL HAJAMI IKRAM	C	
ENGELS CATHERINE	C	C
FRANSEN MARTINE		
GERMAIN MARTINE		
GESQUIERE NANETTE		
HELIN DENISE		
KRYSZKIEWIEZ DANIEL		
LAMBRECHTS - AMERIJCKX	C	
LOWOLO LA LOWOLO - MUTOMBO BULABA		
MAERTENS AUDRIC		
MERTENS V. - VIOLA A.	C	C
MIEVIS MAGALI	C	C
OKITA JONATHAN	C	
PASHO P. - PASHO L.		
ROCOUR MONIQUE		
SCHAUVLIEGE C/O DE MAN DENISE		
SCHAUVLIEGE ERIK		
SKALKA C. - TRENSON J.		
SPIEGEL CHARLOTTE		
STEINHAUER NELLY		
TOPS YVONNE		
VAN DE VELDE JAN C/O LAMBIMO		
VAN DYCK P.	C	
VANCAUWELAERT A.		
VERCUEIL MAGALI		
VERHAERT J.- MATERNE P.		
VIERENDEELS LOUIS		